



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale Rouen-Dieppe

Arrêté du 03 MARS 2025 réglementant les activités exercées par la société GREIF FRANCE,
sise Chemin du Gord au GRAND-QUEVILLY (76121)

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre I^{er}, ses titres I et II du livre II et ses titres I et IV du livre V ;
- Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu le décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

- Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands approuvé par arrêté du 23 mars 2022 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 10 décembre 1993 autorisant la société SARL VAN LEER à exploiter des activités de fabrication de fûts métalliques et de fermetures métalliques et plastiques ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2009 imposant des prescriptions complémentaires à la société SAS GREIF FRANCE pour le site exploité sis Chemin du Gord au GRAND-QUEVILLY ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017 imposant des prescriptions complémentaires à la société GREIF – Chemin du Gord au GRAND-QUEVILLY ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-049 du 25 septembre 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfet de ROUEN ;
- Vu le récépissé de prise de possession du 26 mars 2003 qui certifie la réception d'une déclaration de la SNC GREIF FRANCE dont le siège social est Chemin du Gord – 76121 Le GRAND-QUEVILLY relative à la prise de possession survenue le 7 février 2003 des activités exercées précédemment par la SARL VAN LEER à l'adresse précitée ;
- Vu le récépissé de changement d'exploitant du 17 mai 2019 qui certifie la réception d'une déclaration en date du 29 avril 2019 de la société GREIF FRANCE HOLDINGS indiquant que la société GREIF FRANCE dont le siège social est à GRAND-QUEVILLY, Chemin du Gord, exploitera à dater du 1^{er} septembre 2019, l'installation industrielle située à la même adresse ;
- Vu le porter à connaissance de l'exploitant du 14 octobre 2021 version C référencé IDA210325 ;
- Vu le porter à connaissance de l'exploitant du 4 juillet 2022 ;
- Vu le rapport de base, chapitres 4 & 5 version A de l'exploitant du 8 juillet 2022 ;
- Vu le dossier de réexamen IED, chapitres 1 à 3 version B de l'exploitant du 27 septembre 2022 ;
- Vu le porter à connaissance de l'exploitant du 24 avril 2024 ;
- Vu le courrier du 26 juin 2024 de l'exploitant demandant l'aménagement du point 2.3 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 29 juillet 2024 ;
- Vu le projet d'arrêté préfectoral cadre porté le 17 décembre 2025 à la connaissance de la société GREIF FRANCE ;

Vu le courrier de la société GREIF FRANCE en date du 23 janvier 2026 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions.

CONSIDÉRANT :

que la société GREIF FRANCE exploite régulièrement sur la commune du GRAND-QUEVILLY des activités de fabrication de fûts métalliques et plastiques et de fabrication de systèmes de fermeture ;

que l'établissement est classé et soumis à autorisation d'exploiter au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

que l'établissement est classé IED et qu'il est nécessaire d'encadrer le suivi de la qualité des sols et des eaux souterraines au droit du site ;

que les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement doivent être actualisées pour tenir compte de la situation du site ;

que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables à l'installation et plus particulièrement celles décrites dans la décision d'exécution de la commission européenne du 22 juin 2020 (publiée au Journal Officiel de l'UE du 9 décembre 2020) établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux activités de traitement de surface à l'aide de solvants organiques, considérées comme conclusions sur les meilleures techniques disponibles principales ;

que la société GREIF FRANCE dans son dossier de réexamen IED chapitres 1 à 3 version B du 27 septembre 2022 demande l'aménagement de l'article 2.3 de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 susvisé, du fait de difficultés d'application des techniques listées à son activité ;

que l'exploitant s'engage par ailleurs à respecter l'intégralité des NEA-MTD applicables à son activité à compter du 9 décembre 2024 et que par conséquent il n'en demande aucune dérogation ;

qu'il convient par ailleurs de revoir et de mettre à jour un ensemble d'autres prescriptions afin d'assurer la conformité de l'autorisation aux exigences de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 et conformément à l'article R. 515-60 du code de l'environnement ;

qu'il convient également d'encadrer les modifications successives de l'installation visées par les derniers porters-à-connaissance transmis par l'exploitant ;

qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

qu'il y a lieu en conséquence de faire application à l'encontre de l'exploitant des dispositions prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Société GREIF FRANCE
SOMMAIRE A L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL CADRE

SOMMAIRE

1	Portée de l'autorisation ENVIRONNEMENTALE et conditions générales.....	6
1.1	Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	6
1.1.1	Exploitant titulaire de l'autorisation.....	6
1.1.2	Localisation et surface occupée par les installations.....	6
1.1.3	Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.....	6
1.1.4	Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation.....	6
1.2	Nature des installations et des produits chimiques autorisés.....	6
1.2.1	Réglementation IED.....	10
1.2.2	Consistance des installations autorisées.....	10
1.3	Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale.....	11
1.4	Durée de l'autorisation et cessation d'activité.....	11
1.4.1	Cessation d'activité et remise en état.....	11
1.4.2	Durée de l'autorisation.....	11
1.5	Implantation.....	11
1.6	Zones de danger.....	12
1.7	Documents tenus à la disposition de l'inspection.....	12
1.8	Conditions d'exploitation en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané.....	13
1.9	Rapport d'incident ou d'accident.....	13
2	Protection de la qualité de l'air.....	14
2.1	Conception des installations.....	14
2.1.1	Conduits et installations raccordés.....	14
2.1.2	Conduits et installations non raccordées.....	14
2.1.3	Conditions générales de rejet.....	15
2.2	Limitation des rejets.....	15
2.2.1	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés.....	15
2.2.1.1	Émissions canalisées.....	15
2.2.1.2	Émissions diffuses.....	16
2.2.2	Odeurs.....	16
2.2.3	Composés Organiques Volatils.....	17
2.3	Surveillance des rejets dans l'atmosphère.....	17
2.3.1	Surveillance des émissions atmosphériques canalisées.....	17
3	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	19
3.1	Prélèvements et consommations d'eau.....	19
3.1.1	Origine et réglementation des approvisionnements en eau.....	19
3.1.2	Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux.....	19
3.2	Conception et gestion des réseaux et points de rejet.....	19
3.2.1	Points de rejet.....	19
3.2.2	Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	20
3.3	Limitation des rejets.....	20
3.3.1	Caractéristiques des rejets externes.....	20
3.4	Surveillance des prélèvements et des rejets.....	21
3.4.1	Relevé des prélèvements d'eau.....	21
3.4.2	Contrôle des rejets.....	21
3.5	Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols.....	21
3.5.1	Surveillance des eaux souterraines.....	21
3.5.2	Surveillance des sols.....	23
4	Protection du cadre de vie.....	24
4.1	Limitation des niveaux de bruit.....	24
4.1.1	Valeurs limites d'émergence.....	24
4.1.2	Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.....	24
4.1.3	Mesures périodiques des niveaux sonores.....	25

4.3	Danger ou nuisances non prévenus.....	25
5	Prévention des risques technologiques.....	26
5.1	Conception des installations.....	26
5.1.1	Règles générales de conception.....	26
5.1.2	Dispositions constructives et comportement au feu.....	26
5.1.3	Désenfumage.....	26
5.1.4	Événements et parois soufflables.....	27
5.1.5	Organisation des stockages.....	27
5.1.6	Protection des équipements.....	29
5.1.7	Installations électriques.....	29
5.1.8	Zones à atmosphère explosive.....	29
5.1.9	Recharge de batteries.....	30
5.1.10	Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation.....	30
5.1.11	Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles.....	30
5.1.12	Réservoirs.....	32
5.1.13	Étiquetage des substances et préparations dangereuses.....	32
5.1.14	Transports, chargements et déchargements.....	32
5.2	Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents.....	33
5.2.1	Gardiennage et contrôle des accès.....	33
5.2.2	Arrêt d'urgence.....	33
5.2.3	Formation du personnel.....	33
5.2.4	Sous-traitance.....	33
5.2.5	Réseau de détecteurs.....	34
5.3	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	34
5.3.1	Moyens de lutte contre l'incendie.....	34
5.3.2	Protection individuelle en cas d'intervention.....	35
5.3.3	Gestion d'une crise extérieure au site.....	35
5.3.4	Formation.....	35
6	Prévention et gestion des déchets.....	36
6.1	Prévention et gestion des déchets.....	36
6.2	Production de déchets – Limitation du stockage sur site.....	36
7	Conditions particulières applicables à certaines installations et équipements connexes.....	37
7.1	Conditions particulières relatives à la rubrique 3670.....	37
8	Dispositions finales.....	38
8.1	Caducité.....	38
8.2	Délais et voies de recours.....	38
8.3	Publicité.....	38
8.4	Exécution.....	39
	ANNEXE 1 – Échéances.....	40
	ANNEXE 2 – Plan de localisation du site.....	41
	ANNEXE 3 – Plan du site.....	42
	ANNEXE 4 – Plan des points de mesures d'émissions sonores.....	43

1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société GREIF FRANCE (SIRET 434 754 149 00020), dont le siège social est situé chemin du Gord au GRAND-QUEVILLY est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune du GRAND-QUEVILLY, à la même adresse (coordonnées Lambert 93 X=557424 et Y=6927336), les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
Le GRAND-QUEVILLY	AB 41, AB 64, AB 67	-

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 77 000 m².

1.1.3 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions annexées aux arrêtés suivants sont annulées et remplacées par les dispositions du présent arrêté :

- arrêté préfectoral d'autorisation du 10 décembre 1993,
- arrêté préfectoral du 23 décembre 2009,
- arrêté préfectoral du 10 octobre 2017.

1.1.4 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

À l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 7 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

1.2 Nature des installations et des produits chimiques autorisés

Les installations visées par la présente autorisation environnementale relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1414-3	Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de) 3. installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	Installation de remplissage de réservoirs	Capacité de 1,9 m ³	DC
1532-2-b	Bois ou matériaux combustibles analogues , y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Palettes en bois réparties sur le site	2 090 m ³	D
1978-8	Solvants organiques (Directive IED) 8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/ an	Application de peinture solvantée	255 tonnes	D
2560-2	Travail mécanique des métaux et alliages , à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1000 kW	Puissance installée unité fûts métalliques	883,36 kW	DC
2661-1-b	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant b) Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j	Extrusion/soufflage : Blow moulding : 13t/j Injection : TriSure : 5t/j	18 tonnes par jour	E

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2661-2-b	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de)</p> <p>2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j</p>	<p>Blow moulding : 6t/j</p> <p>Injection : TriSure : 0,05t/j</p>	6,05 tonnes par jour	D
2662-2	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³</p>	<p>Matières premières : TriSure : 4 silos de PEHD et polypropylène (2 x 55 m³ + 2 x 90 m³)</p> <p>Blow Moulding : 2 silos de PEHD de 118 m³ + 2 silos de PEHD de 94 m³ + 2 silos de PEHD de 71 m³ + octabins : 50 m³</p> <p>Colle en granulé : 12 m³</p> <p>Colorant en granulé : 12 m³</p>	930 m ³	D

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2910-A-2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>2 chaudières au gaz naturel Puissance totale 6 000 kW</p> <p>Fours et étuves 3 851 kW</p> <p>RTO 800 kW</p> <p>Trois « make up » (insufflateurs d'air) 1 620 kW</p>	La puissance thermique nominale est de 12,27 MW	DC
3670	<p>Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique :</p> <p>2. Supérieure à 200 tonnes par an pour les autres installations que celles classées au titre du 1</p>	Application de peinture solvantée	255 tonnes	A
4331-3	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>3. Supérieur ou égal à 50 t mais inférieur à 100 t</p>	<p>Méthyléthylcétone (MEK) 4,8 t</p> <p>Acétate de butyle 2,6 t</p> <p>Peinture 42 t</p> <p>Vernis 12,2 t</p>	61,6 tonnes	DC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Les installations visées par la présente autorisation environnementale relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

Rubrique IOTA (avec alinéa)	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation (détailler)	Quantité autorisée (avec unité)	Régime (*)
1.1.1.0	Forage		1 000 m ³ /an	D
2.1.5.0	Eaux météoriques		Inférieur à 20 ha	D

(*) D (Déclaration)

1.2.1 Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3670 relative au traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF STS.

Le réexamen périodique est déclenché à chaque publication au journal officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au secteur du traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, conclusions associées à la rubrique principale définie supra.

Dans ce cadre, l'exploitant remet au préfet, en trois exemplaires, le dossier de réexamen prévu par l'article R. 515-71 du code de l'environnement, et dont le contenu est précisé à l'article R. 515-72 dudit code, dans les douze mois qui suivent cette publication. Celui-ci tient compte notamment de toutes les meilleures techniques disponibles applicables à l'installation conformément à l'article R. 515-73 du code de l'environnement et suivant les modalités de l'article R. 515-59 1°.

1.2.2 Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- le bâtiment administratif ;
- le bâtiment Blow Moulding accueillant les nouvelles machines et la fabrication de bidons en plastique ;
- 2 bâtiments plastique « Tri-Sure© » (fabrication de systèmes de fermeture en plastique) ;
- le bâtiment fûts métalliques ;
- le bâtiment maintenance/stockage et préparation des peintures/chaufferie ;
- le bâtiment Octopus – stockage de produits finis du Tri - Sure ;
- une tente fermée pour les fûts plastiques ;
- une tente fermée pour la distribution ;
- un ensemble de 3 tentes ouvertes pour les fûts métalliques ;
- une tente ouverte pour les fûts plastiques ;
- le bâtiment Z pour les stockages divers ;
- les vestiaires ;
- les locaux sociaux.

L'usine dispose de 3 unités de fabrication :

- l'unité de fabrication de fûts métalliques ;
- l'unité Tri-Sure® : fabrication de systèmes de fermeture en plastique (bouchons, robinets, systèmes de vidange de fûts, etc.) ;
- l'unité Blow Moulding : fabrication de fûts et de bidons en plastique.

1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, incluant l'étude de danger de référence¹,

1.4 Durée de l'autorisation et cessation d'activité

1.4.1 Cessation d'activité et remise en état

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement pour l'application des articles R. 512-75 à R. 512-79, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et :

→ qu'il permette un usage futur du site déterminé conformément au premier alinéa du présent article (si renseigné), ou aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations et prenant en compte les dispositions de la section I du livre V du Titre I du chapitre II du code de l'environnement,

→ qu'il permette de revenir à un état similaire à celui décrit dans le rapport de base conformément aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activités des installations et prenant en compte les dispositions de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre.

1.4.2 Durée de l'autorisation

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

1.5 Implantation

L'exploitation des installations est compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes.

Toute modification apportée au voisinage des installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée avant sa réalisation à

¹ l'étude de dangers de référence est la dernière étude de dangers complète (éventuellement mise à jour via une notice de réexamen) qui a fait l'objet d'un avis de l'inspection des installations classées. Si l'étude de dangers est découpée en plusieurs parties, la notion d'étude de dangers « de référence » s'applique indépendamment à chacune des parties

la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R. 512-33 du code de l'environnement.

1.6 Zones de danger

Les zones de danger engendrées par les installations de l'établissement et définies en référence à l'étude de danger du 25 août 2008 sont les suivantes :

Installations/ scénario d'accident <i>(en italique sont précisées les principales mesures de maîtrise des risques mises en œuvre par l'exploitant)</i>	Z _{ELS} (8 kW/m ²)	Z _{PEL} (5 kW/m ²)	Z _{EI} (SEI)	Probabilité
Incendie du stockage IBC (plastique) « couvert » (matières plastiques et palettes de bois) avec mise en place d'un rideau d'eau de part et d'autre des longueurs du stockage couvert IBC sur une hauteur de 4 m.	10 m	17 m	29 m	E
Incendie du stockage IBC (plastique) « extérieur » (matières plastiques et palettes de bois) avec mise en place d'un rideau d'eau de part et d'autre des longueurs du stockage couvert IBC sur une hauteur de 4 m.	17 m	30 m	45 m	E
Incendie du stockage de palettes en bois situé le long du boulevard Stalingrad.	12 m	17 m	23 m	D

Probabilité. (par unité et par an) : E (<10⁻⁵), D (entre 10⁻⁵ et 10⁻⁴), C (entre 10⁻⁴ et 10⁻³), B (entre 10⁻³ et 10⁻²), A (<10⁻²)

1.7 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant cinq années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

1.8 Conditions d'exploitation en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans les installations.

1.9 Rapport d'incident ou d'accident

En complément des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, un premier rapport d'incident/accident est transmis sous quinze jours à l'inspection des installations classées. Il inclut la chronologie de l'évènement, les premières causes identifiées, les effets sur les personnes et l'environnement (niveaux d'émissions) et le plan d'actions court-terme.

Ce rapport est complété au plus tard dans les trois mois suivant l'incident/accident : il comporte notamment l'analyse des causes profondes et – pour les incidents dont la criticité dépasse le seuil correspondant fixé dans la procédure d'enquête et analyse des incidents de l'exploitant – la modélisation de cette analyse avec arbre des causes, la cotation échelle BARPI ainsi que les enseignements tirés et le plan d'action à plus long terme.

À compter du 1^{er} janvier 2026, tout incident ou accident survenant sur le site ne relevant pas d'un accident du travail, sauf si l'accident du travail est directement lié au phénomène, est télédéclaré sur la plateforme en ligne www.demarches.service-public.gouv.fr. Cette déclaration ne remplace pas la communication directe avec le service d'inspection pendant la gestion de l'évènement si nécessaire.

2 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et à une teneur en O₂ de 3 %.

2.1 Conception des installations

2.1.1 Conduits et installations raccordés

n° de conduit	Installations raccordées	Hauteur de l'exutoire (m)
50	Chaudière 1	18
51	Chaudière 2	18
60	Oxydateur thermique, alimenté au gaz de ville	16,5
L'oxydateur thermique comprend les émissaires groupés arrivant de la chaîne 1 ainsi que les conduits de la chaîne 2 suivants :		
2	Cabine vernis viroles 1 ^{re} couche	
3	Cabine peinture haute température 1 ^{re} couche	
4	Cabine vernis viroles 2 ^e couche	
5	Cabine peinture haute température 2 ^e couche	
6	Four vernis viroles hotte d'entrée	
8	Four vernis viroles hotte de sortie	
9	Four vernis fonds/couvercles hotte de sortie	
10	Four vernis fonds/couvercles hotte d'entrée	
11	Four vernis fonds/couvercles gaz de combustion	
12	Cabine vernis fonds/couvercles 2 ^e couche	
13	Cabine vernis fonds/couvercles 1 ^{re} couche	
21	Cabine peinture chaîne 2	
22	Four peinture chaîne 2 hotte d'entrée	
24	Four peinture chaîne 2 hotte de sortie	

2.1.2 Conduits et installations non raccordés

n° de conduit	Installations raccordées	Hauteur de l'exutoire (m)
Autres émissaires de la chaîne 1 non raccordés à l'oxydateur thermique		
27	aspiration solvants zones pompes peinture chaîne 1	10
36	gaz de combustion chambre 1 issus du four peinture chaîne 1	15
37	gaz de combustion chambre 2 issus du four peinture chaîne 1	15
53	laveur écran-aspiration solvant	10
54	E/S air frais pour refroidisseur après four peinture ch1	11
Autres émissaires de la chaîne 2 non raccordés à l'oxydateur thermique		
1	Aspiration solvants zone vernis viroles (pompes, tunnels)	8
7	Four vernis viroles gaz de combustion	16
14	Aspiration solvants zone vernis fonds/couvercles (pompes)	8

15	Four de préchauffage fonds/couvercles gaz de combustion	14
16	Four spiralon couvercles chaîne 2 cuisson joint	16
17	Four spiralon fonds chaîne 2 cuisson joint	17
18	Four spiralon couvercles chaîne 2 gaz de combustion	16
19	Four spiralon fonds chaîne 2 gaz de combustion	16
23	Four peinture chaîne 2 gaz de combustion	18
26	Aspiration solvants zone peinture chaîne 2 (tunnels, pompes)	8
55	E/S air frais pour refroidisseur après four peinture chaîne 2	10
56	E/S air frais pour refroidisseur après four vernis couvercles chaîne 2	12
57	E/S air frais pour refroidisseur après four vernis viroles chaîne 2	18
Autre émissaire, avec filtre à charbon actif		
52	Local de préparation de peintures	8

2.1.3 Conditions générales de rejet

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit n°50	18	0,63	4826	5
Conduit n°51	18	0,71	3844	5
Conduit n°60	16,5	1,35	77800	

2.2 Limitation des rejets

2.2.1 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

2.2.1.1 Émissions canalisées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètre	Code CAS	Conduits n°50 & 51 Chaudières 1 & 2		
		Concentration en mg/Nm³	Flux en kg/h	Débit volumique moyen en Nm³/h
CO	630-08-0	100		50 : 4826
NO _x en équivalent NO ₂	10102-44-0	120	0,46	51 : 3844

Paramètre	Code CAS	Conduit n°60 Oxydateur thermique		
		Concentration en mg/Nm³	Flux en g/h	Débit volumique moyen en Nm³/h
Poussières		3	200	77800
NO _x en équivalent NO ₂	10102-44-0	100	6300	
Monoxyde de carbone (CO)	630-08-0	100	6300	

Méthane (CH ₄)	74-82-8	50	3200	
COV totaux		20	1200 ou 3100 si le rendement est supérieur à 98 %	

Paramètre	Code CAS	Conduits n°1, 14, 26, 27, 53, 54, 55, 56, 57 Zones d'application de peinture et vernis		
		Concentration en mg/Nm ³	Flux en g/h	Débit volumique moyen en Nm ³ /h
COV totaux		20 (Moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage)	540	8900
Émissions diffuses		12,00 %		

Paramètre	Code CAS	Conduits n°7, 15, 16, 17, 18, 19, 23, 36, 37 Fours, étuves		
		Concentration en mg/Nm ³	Flux en g/h	Débit volumique moyen en Nm ³ /h
COV totaux		20 (Moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage)	60	1530
Émissions diffuses		12,00 %		

Paramètre	Code CAS	Conduit n°52 Local de préparation des peintures		
		Concentration en mg/Nm ³	Flux en g/h	Débit volumique moyen en Nm ³ /h
COV totaux		20 (Moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage)	-	-
Émissions diffuses		12,00 %		

Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F en raison de leur teneur en COV, classés cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles.

Le site n'utilise pas de composés organiques volatils visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 ou de COV avec les mentions de danger H340, H350, H360.

2.2.1.2 Émissions diffuses

Le flux annuel d'émissions diffuses de COV totaux est fixé par l'arrêté ministériel du 3 février 2022 susvisé relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Le flux moyen annuel des émissions diffuses de COV calculées d'après le plan de gestion des solvants ne doit pas dépasser 12 % de la quantité de solvants organiques utilisés à l'entrée.

2.2.2 Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

2.2.3 Composés Organiques Volatils

L'exploitant veillera à justifier du rendement de son installation de traitement des COV au travers d'une campagne de mesures des rejets atmosphériques qu'il s'attachera à effectuer annuellement dans des conditions de fonctionnement des installations représentatives des productions annuelles.

Les résultats de cette campagne, accompagnés de tous les éléments d'appréciation, devront être transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais. Les modalités de mesures du rendement pourront être réexaminées si aucune anomalie n'est constatée sur une période d'au moins deux années.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents ;
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

L'exploitant réduit la fréquence des conditions d'exploitation autres que normales et les émissions survenant durant ces conditions.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Si le dispositif en est équipé, le catalyseur et les filtres sont changés aussi souvent que nécessaire, au minimum tous les 8 ans pour le catalyseur et tous les ans pour les filtres.

L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants complet, réalisé conformément au point 4 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 susvisé et mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation.

L'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

2.3 Surveillance des rejets dans l'atmosphère

2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

La surveillance en permanence du rejet n° 60 (si le flux horaire maximal de COV dépasse 10 kg/h) peut être remplacée par le suivi d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions. Cette corrélation devra être confirmée périodiquement par une mesure des émissions.

De plus, la conformité aux valeurs limites d'émissions en NOx, méthane et CO prévues à l'article 2.2.1 doit être vérifiée une fois par an, en marche continue et stable.

L'exploitant fait procéder à des mesures réglementaires par un organisme agréé pour les paramètres concernés, ou accrédité pour des paramètres ne faisant pas l'objet d'un agrément, selon la périodicité du tableau ci-après pour le rejet n° 60 (oxydateur thermique) :

Paramètre	Fréquence	Enregistrement (oui ou non)
Débit	Annuelle, le flux horaire maximal de COV étant inférieur ou égal à 10 kg/h.	Oui
O ₂		
COV _{totaux}		
CO	Annuelle	
Poussières		
Méthane		
NO _x	Annuelle	
Rendement		

De plus, l'exploitant réalise une surveillance annuelle de ses émissions dans les gaz résiduels de tout émissaire non raccordé au rejet n° 60 (oxydateur thermique) rejetant des COVT selon la norme NF EN 12619.

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1 Prélèvements et consommations d'eau

3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Usage	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Coordonnées du point de prélèvement En Lambert 93	Prélèvement maximal annuel (m³/an)
Réseau d'eau public	Sanitaire	GRAND-QUEVILLY	X : 557495,16 Y : 6927243,90 Z : 5,06	5000

3.1.2 Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux

Le site dispose de 2 forages destinés à l'alimentation des poteaux incendie du site, aux exercices des pompiers internes et au remplissage / appoint de la bêche incendie (560 m³) et de la cuve sprinkler (500 m³)

Les forages suivants sont autorisés :

Nom du forage et ressource en eau concernée	Localisation	Code BSS	Volume de prélèvement autorisé
Forage n°1	X : 557287,46 Y : 6927227,15 Z : 5,35	BSS00GNDR (00994T0059)	650 m³/an
Forage n°2	X : 557370,86 Y : 6927133,09 Z : 5,49	BSS000GNEW (00994T0469)	350 m³/an

Par dérogation à l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003, les ouvrages des forages 1 et 2 ainsi que les piézomètres repris à l'article 3.5.1 respectent les dispositions de la norme NF X31-614

3.2 Conception et gestion des réseaux et points de rejet

3.2.1 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées de celles propres, eaux de refroidissement, eaux vannes, etc.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées PK	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Point n°1	247,15	X : 557160,25 Y : 6927120,59 Z : 5,15	Eaux pluviales (toiture + ruissellement)	Réseau d'eaux pluviales	La Seine	Bassin tampon (ou tout autre dispositif équivalent visant à prévenir d'éventuelles pollutions) puis séparateur à hydrocarbures

L'usine n'est à l'origine d'aucun effluent aqueux industriel. Les eaux de lavage issues de la fosse de nettoyage des machines et pièces doivent être pompées et évacuées en tant que déchet vers des filières de traitement adaptées et autorisées.

3.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.

3.3 Limitation des rejets

3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé et le cas échéant par les dispositions du SDAGE ou du SAGE.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet référencé n°1 (**eaux exclusivement pluviales**)

- pH : **compris entre 5,5 et 8,5**
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l.

Rejet n°1 (eaux exclusivement pluviales)

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/l) (**)
Hydrocarbures	7009	1,5

La superficie des aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisables est de : 60 100 m².

3.4 Surveillance des prélèvements et des rejets

3.4.1 Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe ou de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

Ce dispositif est relevé annuellement. Les résultats sont portés sur un registre.

3.4.2 Contrôle des rejets

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Pt rejet	Paramètre	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
N°1 : exutoire final	DCO	Annuelle	Annuelle
	DBO5		
	MEST		
	Hydrocarbures		
	Azote global		

3.5 Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

3.5.1 Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant doit procéder à une surveillance périodique, au moins tous les ans, des eaux souterraines, une mesure en période de basses eaux et une mesure en période de hautes eaux. Cette surveillance, réalisée au travers d'un minimum de 3 piézomètres (1 en amont et 2 en aval hydraulique), porte à minima sur les substances suivantes :

Paramètre	Code SANDRE
Éléments Métalliques et Métalloïdes (EMM)	
Arsenic (As)	1369
Cadmium (Cd)	1388
Chrome (Cr)	1389
Cuivre (Cu)	1392
Mercure (Hg)	1387
Nickel (Ni)	1386
Plomb (Pb)	1382
Zinc (Zn)	1383
Alcanes	
Cyclohexane	1583
n-Heptane	
n-Hexane	2675
Coupes d'hydrocarbures	
Hydrocarbures C10-C12	3317
Hydrocarbures C12-C16	3320
Hydrocarbures C16-C21	5333
Hydrocarbures C21-C35	5334
Hydrocarbures C35-C40	

Indice hydrocarbure (C5-C10)	3332
Indice hydrocarbure C10-C40	3319
Indice hydrocarbures volatils C5-C10	
Somme des C10	5344
Somme des C5	5339
Somme des C6	5340
Somme des C7	5341
Somme des C8	5342
Somme des C9	5343
Benzène et aromatiques (CAV-BTEX)	
Somme des BTEX	5918
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	
Somme des HAP	6136
Hydrocarbures halogénés volatils (COHV)	
Dichlorométhane	1168
Trichlorométhane	1284
Solvants	
Méthanol	2052
Butanol	2595
Acétone	1455
Acétate d'éthyle	1496
Acétate d'isopropyle	2710
Méthyléthylcétone (MEK)	1514

L'étude hydrogéologique référencée « IDA210401_Chapitre 4 à 5 » du 8 juillet 2022 conduite dans le cadre du rapport de base définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation.

Conformément à l'article 65 section III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, le réseau de surveillance des eaux souterraines hors contexte de pollution se compose d'au moins 3 ouvrages implantés dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique de l'installation soumise à surveillance, de sorte que les trois ouvrages ne soient pas alignés. L'emplacement de ces ouvrages est défini en lien avec l'inspection des installations classées, sur la base de l'étude hydrogéologique préalablement réalisée. À l'issue de l'implantation des ouvrages, l'exploitant transmet un plan de leur implantation et la justification de la déclaration au titre de la base BSS.

Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'article R. 1321-21 du code de la santé publique par un laboratoire agréé par le Ministère de la Santé et après un pompage préalable.

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

Après chaque mesure, l'exploitant transmet sous un délai d'un mois à l'inspection des installations classées, un rapport. Celui-ci doit faire apparaître l'évolution de la qualité des eaux souterraines sur l'ensemble de la période de surveillance et doit contenir tous les éléments d'interprétation.

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment des mesures ou analyses complémentaires ou tout changement dans le mode opératoire.

À l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus portant sur :

- une comparaison amont / aval en précisant le sens d'écoulement de la nappe ;
- l'évolution des résultats par rapport aux années précédentes et au fonctionnement de l'hydrosystème ;
- une comparaison des résultats avec des valeurs de référence ;
- une interprétation de ces données.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

3.5.2 Surveillance des sols

Une surveillance périodique de la qualité des sols est effectuée au moins tous les dix ans à compter de la remise du rapport de base. Cette surveillance porte au minimum sur les substances listées au point 3.5.1 du présent arrêté préfectoral.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant. Cette surveillance est réalisée en adéquation avec les zones à risques identifiés dans le rapport de base.

À l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus portant sur l'évolution des résultats par rapport aux années précédentes.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

La prochaine surveillance périodique des sols est réalisée **avant le 8 juillet 2032**.

4 PROTECTION DU CADRE DE VIE

4.1 Limitation des niveaux de bruit

Les zones à émergence réglementée sont définies par le plan en annexe.

4.1.1 Valeurs limites d'émergence

Les zones d'émergence réglementée (ZER) sont définies comme suit :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté d'autorisation et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse...);
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté d'autorisation ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui auront été implantés après la date du présent arrêté dans les zones constructibles définies ci-dessus et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasses..) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (installation à l'arrêt).

Au-delà d'une distance de 200 mètres des limites de propriétés, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

4.1.2 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	65 dB(A)	55 dB(A)

Les points de mesure en limite de propriété sont situés selon le tableau suivant :

N° du point	Localisation du point de mesure	Hauteur de la mesure
1	Limite de propriété Sud-Est, sur le parking des conteneurs, face au bâtiment fûts métalliques.	1,5 m au-dessus du sol
2	Limite de propriété Sud-Ouest, à environ 5 m du coin de la propriété du site, près du stock de palettes.	1,5 m au-dessus du sol
3	Limite de propriété Sud-Ouest, face à l'allée et au RTO.	1,5 m au-dessus du sol
4	Limite de propriété Nord-Ouest, au coin du site face au bout de la chaîne fûts métalliques.	1,5 m au-dessus du sol
5	Limite de propriété Nord-Ouest, dans l'allée longeant le bâtiment fûts métalliques, devant la valve de fermeture.	1,5 m au-dessus du sol
6	Limite de propriété Nord-Ouest, face au bâtiment plastique.	1 m au-dessus du grillage
7	Limite de propriété Nord-Ouest, face aux tours aéroréfrigérantes du bâtiment plastique.	1,5 m au-dessus du sol
8	Limite de propriété Sud-Est, devant la porte du bâtiment de stockage.	1,5 m au-dessus du sol

Ces points de mesures figurent sur le plan définissant leur emplacement à l'Annexe 4.

4.1.3 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au maximum tous les 3 ans. La prochaine mesure du niveau des émissions sonores est fixée au 1^{er} octobre 2027.

4.1.4 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

4.2 Insertion paysagère

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, etc. Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, etc. sont mis en place en tant que de besoin.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, etc.). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement, etc.).

4.3 Danger ou nuisances non prévenus

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

5 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

5.1 Conception des installations

5.1.1 Règles générales de conception

Les organes de manœuvre pour la mise en sécurité des installations et pour la maîtrise d'un sinistre éventuel doivent être implantés de façon à rester manœuvrables en cas de sinistre. Pour les organes de sectionnement à fermeture manuelle, le sens de fermeture est signalé de manière visible. L'exploitant met en œuvre ces organes en cas de sinistres et doit définir les modalités de mise en œuvre dans une consigne ou procédure.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les tuyauteries de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

5.1.2 Dispositions constructives et comportement au feu

Les dispositions constructives décrites dans l'étude de danger de l'exploitant s'appliquent de plein droit aux bâtiments du site.

S'il existe une chaufferie, celle-ci est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur aux bâtiments de stockage ou d'exploitation ou isolée par une paroi de degré REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et ces bâtiments se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes pare-flammes de degré une demi-heure, munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré EI120.

À l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

Le bâtiment Octopus est composé d'un mur REI120 d'une hauteur d'au moins 9,5 mètres côté Sud-Est afin de protéger la bache d'eau incendie et d'éviter que ne sortent les effets thermiques de l'incendie généralisé du bâtiment.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.1.3 Désenfumage

Les dispositifs concourant au désenfumage sont entretenus régulièrement, maintenus en bon état de fonctionnement et sont opérationnels.

Les commandes relatives au désenfumage sont positionnées judicieusement. Ces commandes sont accessibles en permanence.

L'exploitant dispose et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs de vérifications et d'entretiens des dispositifs concourant au désenfumage.

5.1.4 Évents et parois soufflables

Ces dispositifs sont dimensionnés, conçus et installés suivant les objectifs de protection définis par l'exploitant dans son étude de dangers. Ces dispositifs sont maintenus en bon état de fonctionnement et sont opérationnels.

L'exploitant dispose et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs relatifs (au dimensionnement et à l'installation – si un doute existe) au bon entretien et à la vérification régulière de ces dispositifs.

5.1.5 Organisation des stockages

Les zones de stockage sont définies comme suit :

STOCKAGE	Dispositions spécifiques			
	Nature des produits stockés	Quantités	îlotage	Rétention
FM tente 1	Produits finis (fûts métalliques vides) palettisés sur 3 hauteurs avant expédition	10 séries de 24 palettes filmées sur 3 hauteurs de fûts	Surface = $40 \times 10 = 400 \text{ m}^2$ Hauteur de stockage = 4 m max	Sans
FM tente 2	Produits finis (fûts métalliques vides) palettisés sur 3 hauteurs avant expédition	7 séries de 24 palettes filmées sur 3 hauteurs de fûts	Surface = $30 \times 10 = 300 \text{ m}^2$ Hauteur de stockage = 4 m max	Sans
FM tente 3	Produits finis (fûts métalliques vides) palettisés sur 3 hauteurs avant expédition	4 séries de 24 palettes filmées sur 3 hauteurs de fûts	Surface = $15 \times 10 = 150 \text{ m}^2$ Hauteur de stockage = 4 m max	Sans
FM tente Distri	Produits finis métalliques vides (fûts, tonnelets, seaux...) palettisés sur 1 à 4 hauteurs avant expédition	19 rangées de 13 palettes sur 4 hauteurs = 988 palettes max	Surface = $30 \times 20 = 600 \text{ m}^2$ Hauteur de stockage = 4 m max	Sans
FM Stockage palette	Palettes bois par piles de env. 20	30 rangées de 16 piles de 20 palettes = max 9600 palettes bois	Surface = $40 \times 20 = 800 \text{ m}^2$ Hauteur de stockage = 3m50 max Distance bâtiment = 30 m Distance limite = 30 m	Sans
FM Stockage carton	Palettes de carton	40 palettes	Surface = $30 \times 3 = 90 \text{ m}^2$ Hauteur de stockage = 3 m max	Sans
FM Peintures/ Solvant	Fûts de peinture, vernis, solvant	62 t	Surface = $20 \times 20 = 400 \text{ m}^2$ Hauteur de sto-	110 m ³

			ckage = 4 m max	
FP Tente ouverte	Produits finis (fûts plastique) palettisés avant expédition	41 rangées de 16 palettes sur 2 hauteurs = 1312 palettes produits max 3 rangées de 16 piles x 20 palettes = 960 palettes bois max	Surface = 70 x 20 = 1 400 m ² Hauteur de stockage = 5 m max	Sans
FP Stockage palette	Palettes bois par piles de env. 20	17 rangées de 7 piles de 20 palettes = max 2400 palettes bois	Surface = 25 x 8 = 200 m ² Hauteur de stockage = 3m50 max Distance bâtiment = 25 m Distance limite = 50 m	Sans
FP Tente fermée	Produits finis (fûts plastique) palettisés avant expédition	Zone produits clients alimentaires = zone 1 (12 rangées de 12 palettes) + zone 2 (12 rangées de 12 palettes) sur 2 hauteurs = 576 palettes de produits finis Zone produits et accessoires = Produits finis : (3 rangées de 9 palettes) sur 2 hauteurs = 54 palettes Produits achetés : Housse et coiffes sur palettes = 30 palettes + quelques cartons de fermetures sur Rack Résines : en octabins ou big bag de 1t + quelques palettes de sac de 25 kg = 50m ³ Colle en granulés : 12 octabins de 500 kg = 12m ³ Colorants en granulés : 12 palettes de sacs de 25 kg=12m ³	Surface = 70 x 20 = 1 400 m ² Hauteur de stockage = 6 m max	Sans
Silos FP x6	granulés de plastique en vrac	2 silos de 42t 2 silos de 56t 2 silos de 70t	2 silos de 71 m ³ 2 silos de 94 m ³ 2 silos de 118 m ³	Sans
Silos TS x4	granulés de plastique en vrac	2 silos de 33t 2 silos de 54t	2 silos de 55 m ³ 2 silos de 90 m ³	Sans
TS bat. Z	Granulés de plastique PEHD et PP en sac Accessoires Palettes de carton	24 palettes de résine de env 2 m ³ => 50 m ³ de résine 16 ½ palettes de colorants en granulés => 10 m ³ saches, coiffes, film plastique, joints : 13 palettes 80 palettes cartons d'env. 2 m ³ => 160 m ³ de carton	Surface = 50 x 8 = 400 m ² Hauteur de stockage = 3,5 m max	Sans

TS Octopus	Produits finis (bouchons, joints,...) avant expédition Produits Semi-finis	68 racks x 5 niv x 3 pal = 1020 palettes	Surface = $80 \times 15 = 1\,200\text{ m}^2$ Hauteur de stockage (sur rack) = 8 m max	Sans
TS palettes et cartons	Palettes bois Palettes de cartons	2 lignes de 12 piles de 20 palettes = 480 palettes 60 Palettes de carton d'env. $2\text{ m}^3 = 120\text{ m}^3$	Surface = $8 \times 24 = 192\text{ m}^2$ Hauteur de stockage = 3m50 max	Sans
Station GPL	Gaz Propane Liquide (carburant chariot élévateur)	1,9 m ³	une cuve	Sans
Cuve GNR	Gasoil Non Routier (carburant camion)	1500 litres	une cuve	2250 litres

TS : Tri-Sure / FM : Fûts Métalliques / FP : Fûts Plastiques / Distri : activité de distribution

5.1.6 Protection des équipements

Tous les équipements ou groupes d'équipements isolables susceptibles d'être soumis à des effets de monter en pression sont protégés par des soupapes ou dispositifs équivalents. Les dispositifs de limitation de pression doivent être conçus pour que la pression dans l'équipement ou le groupe d'équipements qu'ils protègent, ne dépasse pas leur pression maximale admissible.

Ces dispositifs doivent permettre d'évacuer un débit de produit suffisant pour limiter la montée en pression dans les équipements.

Le suivi de ces dispositifs de limitation de pression se fait, selon des procédures spécifiques, avec une périodicité d'examen adaptée.

5.1.7 Installations électriques

Les installations électriques et d'éclairage doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation et aux normes en vigueur.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

En particulier, la cuve de stockage d'acétate de butyle est mise à la terre.

Les contrôles des installations électriques imposés à l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé portent également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.

Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans un des registres prévus à l'article 59 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.1.8 Zones à atmosphère explosive

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées, un plan des réseaux de terre (boucles fond de fouille, prises de terre, interconnexions, etc.).

La valeur de résistance de terre est maintenue inférieure aux normes en vigueur.

Les vérifications périodiques de l'équipotentialité et du système de protection contre la foudre sont effectuées selon les normes en vigueur.

5.1.9 Recharge de batteries

La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, une zone de recharge peut être aménagée par bâtiment sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. Des moyens de protection incendie adaptés aux risques et à la technologie de la batterie sont présents à proximité.

5.1.10 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention.

5.1.11 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

L'exploitant dispose d'une rétention d'un volume de 111 m³ associés à la pompe sous tirant l'acétate de butyle depuis la cuve de stockage et les fûts qu'elle alimente.

Le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction selon le guide D9A s'élève sur le site à 2 066 m³ et est formé :

- d'une rétention d'un volume de 161 m³ composée du réseau de canalisation d'égout interne isolable de la Seine par une vanne d'obturation ;
- d'une noue d'un volume de 276 m³ située au Sud-Ouest ;
- d'un muret de 40 cm de haut Sud-Ouest du site qui permet de retenir 1 629 m³.

Si ce confinement se fait dans un bassin/noue qui a d'autres fonctions (collecte d'eau pluviale...) le creux de ce bassin est matérialisé et ne peut être dépassé. Dans ces conditions, le rejet au milieu naturel doit être facilement obturable et l'organe de manœuvre facilement identifiable, même en conditions nocturnes.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'ensemble des installations doit être conçu, réalisé, entretenu et exploité de façon qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, de déversement direct ou indirect de matières dangereuses, toxiques ou polluantes pour l'environnement vers les égouts ou le milieu naturel.

L'exploitant doit établir une consigne définissant la conduite à tenir en cas de pollution accidentelle.

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants

Le sol des ateliers doit être étanche, incombustible et équipé de façon à ce que les produits répandus accidentellement et tout écoulement (eaux de lavage ...) puissent être drainés vers une capacité de rétention appropriée aux risques.

Des obturateurs de regards devront être disposés à proximité des chariots de préparation des peintures.

De plus, l'exploitant veillera à prendre toutes les dispositions de manière à éviter toute contamination des sols autour de l'aire de lavage (nettoyage de machines et pièces) du fait notamment des éclaboussures pouvant survenir sur les parties bitumées du sols.

Tout stockage fixe ou mobile (cuve, container, citerne routière...) contenant un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

En particulier, la pompe sous tirant l'acétate de butyle depuis la cuve de stockage et les fûts qu'elle alimente devront être munis d'une capacité de rétention.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

L'exploitant doit veiller à ce que les volumes potentiels de rétention soient disponibles en permanence. À cet effet les eaux pluviales doivent être évacuées.

Les produits récupérés en cas de déversement dans la cuvette de rétention ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme des déchets.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

5.1.12 Réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Par ailleurs, l'exploitant veillera à disposer de chariots de préparation de peinture stables dès la notification du présent arrêté en vue de réduire le risque d'épandage de peinture suite à un éventuel renversement de ceux-ci.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques et dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

5.1.13 Étiquetage des substances et préparations dangereuses

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

5.1.14 Transports, chargements et déchargements

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches, incombustibles et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

En particulier, l'exploitant s'attachera à disposer d'obturateurs dans la zone de déchargement des fûts afin de prévenir toute éventuelle pollution des sols en cas d'épandage de produits.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Les aires de chargement et de déchargement des véhicules citernes et des véhicules transportant des capacités mobiles dont le contenu est susceptible de présenter un risque de pollution doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art.

5.2 Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents

5.2.1 Gardiennage et contrôle des accès

Les entrées du site sont gardées ou fermées en l'absence de personnel.

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

5.2.2 Arrêt d'urgence

Les installations disposent d'arrêts d'urgence et/ou de moyens d'isolement permettant de mettre en sécurité tout ou partie de celles-ci. Ces dispositifs sont susceptibles d'être activés depuis la salle de commande, localement ou en automatique. Des procédures ou consignes en définissent les conditions d'utilisation. Ils sont judicieusement disposés dans les installations et dans les salles de contrôles desdites installations de manière à pouvoir mettre en toutes circonstances les installations à risques en sécurité. Ils doivent être repérés, identifiés clairement et accessibles en toute circonstance.

5.2.3 Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité ;
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci ;
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

5.2.4 Sous-traitance

Sans préjudice des dispositions du code du travail ou des conventions collectives s'appliquant à l'établissement, l'exploitant met en place un dispositif de sélection et d'habilitation des entreprises extérieures. Ce dispositif définit les critères et les modalités de sélection et d'habilitation de ces entreprises. Ces critères et modalités peuvent être proportionnés aux dangers présentés par les tâches accomplies par ces entreprises extérieures.

L'exploitant met en place un système de contrôle et de réception après travaux. Ce système a pour objectif de s'assurer que les travaux réalisés sont conformes au cahier des charges et que les installations, après travaux, ont un niveau de sécurité conforme à ce qui était attendu. Sans préjudice des autres réglementations, des dispositions sont mises en œuvre pour gérer les phases de travaux (plan de prévention, etc.).

5.2.5 Réseau de détecteurs

Localisation	Nombre	Technologie
Bâtiment X Blow Molding	4	Thermographie
Bâtiment X Tri-Sure	2	Thermographie
Bâtiment E Tri-Sure	6	Thermographie
Périphérie	19	Thermique

5.3 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

5.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, notamment pour assurer un débit d'extinction de 420 m³/h, et au minimum les moyens définis comme ci-après :

- un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par l'eau de forage. Ce réseau comprend au moins une pomperie incendie capable de fournir aux lances et autres équipements un débit total simultané de 7 000 litres/minute équivalent à 420 m³/h pendant 2 heures ;
- un réseau d'extinction automatique incendie pour l'ensemble des ateliers de transformation de matières plastiques avec report d'alarme au poste de garde ;
- un réseau de 6 hydrants alimentés sur forage par 2 pompes de 100 m³/h, assurant une pression de 8 bars et secouru par un groupe électrogène (ces 6 hydrants doivent pouvoir être utilisables à tout moment y compris pendant le fonctionnement des rideaux d'eau) ;
- 2 hydrants implantés sur le boulevard Stalingrad ;
- 1 bache souple d'une contenance de 560 m³ située le long du mur Sud-Est du bâtiment Octopus ;
- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- de robinets d'incendie armés ;
- un système de détection automatique incendie avec report au local pompier dans l'ensemble des bâtiments ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;
- de colonnes en charge ;
- de rideaux d'eau à l'extérieur du bâtiment plastique assurant la protection des structures légères de stockage (chapiteaux) ;
- un éclairage de sécurité avec le balisage des itinéraires et issues de secours.

L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie.

En cas d'installation de système d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique. La qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.

5.3.2 Protection individuelle en cas d'intervention

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par les installations et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité des installations associées et du lieu d'utilisation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

Le personnel est formé à l'emploi de ces matériels. La formation et les entraînements font l'objet d'un enregistrement (date, thème, personnel concerné, observations...) tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

5.3.3 Gestion d'une crise extérieure au site

En cas d'accident extérieur pouvant avoir des conséquences sur ses installations, l'exploitant doit disposer d'un plan de crise permettant la mise en sécurité des personnes présentes sur le site. Les scénarios d'accident retenus devront être ceux des installations classées extérieures dont la zone des effets toxiques irréversibles englobe une partie du site ou sa totalité.

En particulier, l'exploitant doit pouvoir disposer de consignes relatives à la conduite à tenir en cas d'alerte toxique (confinement, arrêt des ventilations, ...) pendant toute la durée de l'alerte et des modalités de fin d'alerte. Ces consignes claires doivent être portées à la connaissance du personnel et doivent pouvoir être applicables aux personnes (salariés, visiteurs, chauffeurs, ...) se trouvant momentanément sur le site.

En outre, l'exploitant devra disposer de locaux de confinement en vue de se prémunir d'un éventuel nuage toxique extérieur.

5.3.4 Formation

La formation théorique et pratique des opérateurs inclut une formation spécifique sur les phases de procédé particulièrement dangereuses et à la gestion des situations d'urgence. Les opérateurs amenés à conduire des procédés au stade pilote disposent d'une formation spécifique.

Le profil de qualification correspondant à un niveau de connaissance est défini par l'exploitant. Les opérateurs doivent être sensibilisés aux différents dangers.

L'exploitant établit une liste récapitulative des niveaux de formation et d'habilitation des opérateurs.

6 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des dispositions du titre IV du livre V du code de l'environnement, en particulier les règles de traçabilité et obligations de valorisation des déchets. Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

6.1 Prévention et gestion des déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) ni de dangers ou inconvénients tels que définis à l'article L. 511-1 du code de l'environnement pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

En particulier, les déchets toxiques ou polluants sont traités dans des conditions de sécurité équivalentes aux matières premières de même nature, pour tout ce qui concerne le conditionnement, la protection contre les fuites accidentelles et les mesures de sécurité inhérentes.

Chaque déchet est clairement identifié et repéré.

Toutes les égouttures et eaux de ruissellement doivent être collectées et faire l'objet d'un traitement approprié de manière à satisfaire aux valeurs limites de rejet définies à l'article 3.3.1.

6.2 Production de déchets – Limitation du stockage sur site

La liste de l'ensemble des déchets dangereux et non dangereux est répertoriée par l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Cette liste est susceptible de varier en fonction des déclarations annuelles de l'exploitant (déclaration annuelle des transferts de polluants et des déchets).

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :

Type de déchets	Nature des déchets	Tonnage maximal annuel
Déchets non dangereux	Déchets métalliques, bois, cartons, plastiques, etc.	3 500 tonnes
Déchets dangereux	Boues de curage des fosses et d'égouts, boues de peinture, huiles usagées, peintures et vernis périmés, solvants « sales, eaux de lavage des machines, tubes de néon, piles, emballages souillés, etc.	500 tonnes

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Produits et déchets dangereux	08 01 13	Boue de peinture	12 tonnes
	08 01 11	Solvant souillé	20 tonnes
	15 01 10*	Emballages métalliques souillés + Déchets dangereux spéciaux	3 tonnes
	20 01 27	Peinture et vernis	54,2 tonnes
	20 01 13	Solvant	17 tonnes
	13 07 01*	GNR (cuve 1 500 L et réservoir groupe motopompe)	2,3 tonnes

7 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES

7.1 Conditions particulières relatives à la rubrique 3670

Article 2.3 « Choix des matières premières » de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 susvisé

Compte tenu de l'engagement de l'exploitant de respecter l'intégralité des NEA-MTD visées par l'AMPG du 3 février 2022 applicables à son activité à compter du 9 décembre 2024 et de l'absence de demande de dérogation à celles-ci, l'exploitant est autorisé à bénéficier d'un aménagement, à sa demande, vis-à-vis de l'article 2.3 « Choix des matières premières » de l'annexe de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 susvisé des suites des difficultés d'application des techniques listées. Cet aménagement s'inscrit dans le cadre de l'atteinte d'un optimum technico-économique et permet à l'exploitant de ne pas appliquer obligatoirement une ou plusieurs des techniques énumérées de a) à h) à l'article susvisé.

En cas de non atteinte des NEA-MTD visées par l'arrêté ministériel du 3 février 2022 susvisé, l'exploitant devra à nouveau étudier l'applicabilité de ces techniques et mettre en œuvre au moins une d'entre elles comme prescrit à l'article 2.3 de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 susvisé.

L'exploitant doit également poursuivre sa veille industrielle sur les peintures et vernis à base aqueuse susceptibles un jour d'être techniquement et économiquement viables pour son activité.

Cet aménagement n'exempte pas l'exploitant de s'interroger sur les voies de diminution des émissions de COV à l'occasion de la rédaction de son Plan de Gestion des Solvants annuel et lors de la révision annuelle de son système de management environnemental (SME). Cette révision doit permettre la revue périodique, par la direction, de sa pertinence, son adéquation et son efficacité.

8 Dispositions finales

8.1 Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97 du code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

8.2 Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Celle-ci peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal administratif de Rouen) :

1. Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où ladite décision leur a été notifiée ;

2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de le notifier à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

8.3 Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie du GRAND-QUEVILLY pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

2° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

8.4 Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire du GRAND-QUEVILLY, le Directeur départemental des territoires de Seine-Maritime, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire du GRAND-QUEVILLY et à la société GREIF FRANCE.

Fait à Rouen, le

03 MARS 2026

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général

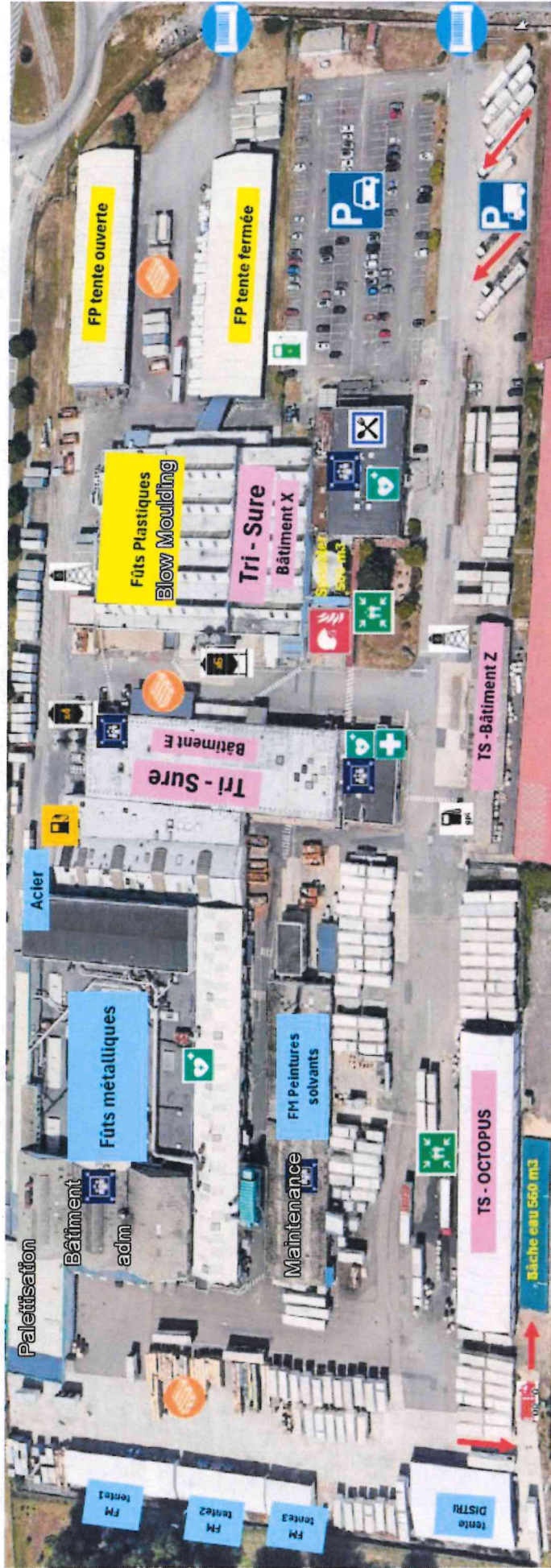
Zoheir BOUAOUICHE

ANNEXE 1 – ÉCHÉANCES

Référence de l'arrêté préfectoral	Intitulé	Échéance ou délai maximal à compter de la notification de l'arrêté
1.4.1	Notification de mise à l'arrêt	6 mois avant la date de cessation d'activité
2.2.3	Transmission du plan de gestion des solvants	Tous les ans
3.4.2	Analyse des eaux de rejet du bassin d'eau pluviale	Au moins 1 fois par an
3.5.1	Surveillance de la qualité des eaux souterraines	Au moins 1 fois par an
3.5.2	Surveillance des sols	Avant le 08 juillet 2032, puis tous les 10 ans
4.1.3	Mesures périodiques des niveaux sonores	Prochaine mesure avant le 1 ^{er} octobre 2027 puis tous les 3 ans
	Déclaration d'émissions polluantes et de déchets	Tous les ans

ANNEXE 2 – PLAN DE LOCALISATION DU SITE





ANNEXE 4 – PLAN DES POINTS DE MESURES D'ÉMISSIONS SONORES

